



Luxembourg, le 17 avril 2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:

17 AVR. 2018

Monsieur Fernand ETGEN  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Service central de législation  
43, blvd Roosevelt  
L-2450 Luxembourg

**Concerne : Question parlementaire n°3669 de l'honorable Député Max Hahn**

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse à la question parlementaire sous rubrique. La version électronique a été transmise à vos services par voie de courriel.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le Ministre de l'Intérieur

Dan Kersch

## Réponse de Monsieur Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, à la question parlementaire n°3669 de l'honorable Député Max Hahn

Par le biais de sa question parlementaire, l'honorable Député Max Hahn souhaite obtenir des précisions au sujet des répercussions que pourrait avoir l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire dite « Matzak », rendu le 21 février 2018, qui concerne l'interprétation et l'application de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail.

A ce stade, il ne peut être exclu que l'arrêt précité de la Cour de justice de l'Union européenne exerce à moyen terme des répercussions sur tous les Etats membres de l'Union européenne qui, comme le Luxembourg, dépendent en grande partie des pompiers volontaires pour assurer les missions de sécurité civile de toute nature. Le temps de garde exercé par les volontaires, prévu par les dispositions de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile, pourrait se voir fortement limité par l'application de la directive susmentionnée. Concrètement, qualifier un pompier volontaire de travailleur, viendrait à dire qu'il ne pourra offrir que peu d'heures de disponibilité en tant que pompier, à côté de ses heures travaillées auprès d'un employeur privé ou public, comme la directive susmentionnée limite la durée de temps de travail effectif par an.

Le système luxembourgeois des services de secours reposant essentiellement sur l'engagement volontaire y serait sans doute grand perdant. Il est évident qu'une telle approche entraîne une contrainte managériale forte pour les services de secours, tout en présupposant une immixtion intolérable dans la vie privée des pompiers volontaires pour s'assurer du respect du temps de travail maximum autorisé. Pour ce qui des jeunes pompiers, il y a lieu de préciser que les mineurs âgés de 16 ans au moins peuvent également être amenés à effectuer des heures de garde, sous réserve de l'accord préalable de leur représentant légal.

D'autre part, l'arrêt de la Cour ne fait que confirmer l'utilité et l'importance énormes de la réforme des services de secours qui a été réalisée au Luxembourg par le vote de la loi précitée et qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2018. De ce fait, le pays est bien préparé à toute éventualité, si déplorable soit-elle, et pourra mieux anticiper les errements d'une interprétation stricte de la directive 2003/88/CE.

Toujours est-il que l'arrêt susmentionné n'est pas directement opposable en droit luxembourgeois, même s'il constitue, comme je l'ai développé ci-dessus, une menace non négligeable pour le modèle des services de secours au Luxembourg comme dans bien d'autres pays.

Pour réagir face à une telle situation, mes services, en concertation avec d'autres ministères concernés, sont en train d'analyser en détail les effets potentiels de l'arrêt susmentionné. En effet, il y a lieu de se poser la question si la problématique identifiée ne touche pas d'autres domaines de la vie sociétale reposant sur l'engagement bénévole.

Le Gouvernement ne tardera pas à élaborer des options possibles pour trouver des solutions à finaliser au niveau européen, dont celle d'une exemption partielle des pompiers volontaires de l'application de la directive mentionnée ci-dessus. L'objectif est d'éviter que l'arrêt «Matzak» signifie la fin du service volontaire, non seulement pour le Luxembourg, mais également pour bien d'autres Etats membres.